

# LE SOMMET DES PAYS FRANCOPHONES EN PRÉPARATION

## Le Québec souhaite une rencontre axée sur la coopération et le développement

GILLES LESAGE

QUÉBEC — Le Québec souhaite que le premier Sommet francophone, qui se tiendra à Paris, à la mi-février, soit axé sur la coopération et le développement.

Telle est la trame de fond qui se dégage des intenses travaux préparatoires menés dans la capitale québécoise, en vue de cette étape importante et significative, et dont des sources autorisées ont fait état au journal LE DEVOIR. Cette trame s'inscrit d'ailleurs dans la continuité et la tradition des initiatives du Québec, sur le plan de la francophonie internationale, depuis plus de vingt ans, à travers les gouvernements Lesage, Johnson-Bertrand, Bourassa, Lévesque-Johnson et, à nouveau Bourassa.

Le projet de réunion des chefs d'États entièrement ou partiellement de langue française est en gestation depuis une trentaine d'années, surtout sous l'impulsion de l'ancien président du Sénégal, M. Senghor. Il a fait périodiquement surface depuis lors, notamment depuis la création de l'Agence de coopération culturelle et technique des États francophones (si après l'Agence), il y a une quinzaine d'années. Depuis 1971, le Québec est un gouvernement participant à cette Agence, dont le Canada est depuis le début un des 30 États membres, au même titre que la France et la Belgique, d'ailleurs. L'entente de 1971 a été signée par MM. Trudeau et Bourassa, et le président français Georges Pompidou.

Depuis qu'il en est question, il y a deux conceptions concernant la réunion des chefs de gouvernement de la communauté francophone internationale. L'une veut que le suivi en soit surtout confié à l'Agence, la seconde, que ce soit plutôt fait par un autre petit noyau, un secrétariat souple et léger, assurant la permanence. La première conception colle plus directement au mandat actuel de l'Agence, la seconde est plus tournée vers la politique et l'économie.

Si l'on en juge par la réunion préparatoire de la mi-décembre à Paris (le nouveau ministre des Relations internationales du Québec, M. Gil Rémillard, y représentait le Québec), la première attitude recueille la faveur de la majorité des participants, notamment des pays d'Afrique et du Québec. Ces derniers souhaitent

que l'on mette à profit les organismes internationaux qui existent, dont l'Agence, plutôt que d'en susciter de nouveaux. Ils évoquent à cet égard des questions de coûts et d'efficacité, de même que la nécessité de redonner une nouvelle vigueur à l'Agence. Ils notent par ailleurs que, sur les grandes questions de politique et d'économie mondiales, les chefs d'États peuvent déjà utiliser d'autres tribunes, notamment celle de l'Onu et de ses propres Agences, telle l'Unesco.

Quant à lui, le Québec a toujours axé son action sur la coopération, le développement, la solidarité, sur la recherche des consensus qui unissent, plutôt que sur la politique qui divise.

Jusqu'à tout récemment, sous la direction de M. Trudeau, le Canada envisageait le Sommet comme une tribune politique de pays souverains. Le Québec ne pouvait espérer y jouer un rôle, lui dont les responsabilités et les compétences propres ressortent de la coopération, de la culture, du développement.

Le compromis finalement mis au point par MM. Mulroney et Clark à Ottawa, MM. Lévesque, Landry et Johnson à Québec, s'inscrit dans la foulée de l'Agence et permet au Québec (comme au Nouveau-Brunswick, d'ailleurs) de participer au Sommet, au même titre qu'il le fait à l'Agence depuis 1971.

Quant aux résultats concrets et aux suites du Sommet, les décisions ne seront prises et annoncées qu'à la mi-février. Mais il semble bien, à ce jour, que l'Agence sera mise à contribution, ainsi que les organismes internationaux non gouvernementaux, telle l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (l'AUPELF, fondée par le sous-ministre Jean-Marc Léger, qui vient d'être élu président du conseil de l'Agence).

Les travaux préparatoires au Sommet s'orientent vers la coopération en vue du développement, dans le sens Nord-Sud, bien sûr, mais également Sud-Sud. On pense au développement technique et technologique, à l'agro-alimentaire (la grande priorité en Afrique), à la culture, à la langue.

Avec la France, le Canada, la Tunisie et le Sénégal, le Québec a eu l'honneur de faire partie du noyau (du club des Cinq) initial chargé de la préparation du Sommet, et qui a fait rapport aux 30 États membres, aux sept États associés (l'Égypte vient de s'ajouter aux six antérieurs) et aux deux gouvernements participants (Québec et Nouveau-Brunswick), à Paris, il y a 15 jours. À cette occasion, le noyau a été élargi de cinq à douze de membres, dont la Belgique, le Viêt-Nam et cinq pays africains.

Tout le monde doit d'ailleurs mettre les bouchées doubles pour respecter l'échéance de la mi-février, fixée par le président français, M. François Mitterrand. En effet l'entente Canada-Québec n'a été complétée que le 29 octobre, au niveau des fonctionnaires, le 7 novembre au niveau politique, et annoncée le lendemain par MM. Mulroney et Johnson. M. Bourassa a été informé et a donné publiquement son accord.

En deux mois à peine, les États francophones doivent mettre au point un ordre du jour (transmis ces jours-ci pour approbation aux chefs d'États et de gouvernements participants), préparer les dossiers de base et les documents sur les suites concrètes à donner au Sommet. Le Québec est associé activement à toutes ces étapes. Il s'intéresse d'une façon prioritaire aux questions reliées à l'informatique, à l'information scientifique et technologique, à l'énergie, à l'agro-alimentaire, à la lan-

gue et à la culture, bref, aux thèmes relevant de la modernité. Il souhaite que ce premier Sommet, auquel il attache la plus haute importance, mène à des résultats concrets et chiffrés, à des moyens d'action déterminés et concertés de la communauté francophone.

Sa réflexion s'inscrit aussi dans la nécessité de revivifier l'Agence, aux prises avec de graves difficultés depuis quelques années. Dans cette perspective, l'ancien ministre des Relations internationales, M. Bernard Landry, a proposé il y a quelques mois de créer une fondation internationale, par laquelle des sociétés publiques et privées des États membres pourraient participer aux projets de l'Agence. L'étude de ce projet, qui prendra un an, vient d'ailleurs d'être confiée au Québec lui-même.

Pour le Québec, la réunion des chefs d'États de la communauté francophone internationale donnera un poids politique énorme aux efforts et aux actions entrepris depuis plus de vingt ans et qui sont marqués, notamment ici, d'une continuité remarquable. C'est une étape importante et significative dont il peut ressortir des consensus et des contenus prometteurs pour l'avenir.